



**PRÉFET  
DES CÔTES-  
D'ARMOR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des Relations  
avec les Collectivités  
Territoriales**

**Arrêté**  
**portant prescriptions complémentaires**  
**Syndicat Mixte Kerval Centre Armor**  
**sur la commune de LANTIC**

Le Préfet des Côtes-d'Armor

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 541-25-1, L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

**Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François GUILLOTOU de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;

**Vu** l'arrêté du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, secrétaire général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) approuvé le 16 mars 2021 et intégrant le plan régional de prévention et de gestion des déchets de Bretagne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale délivré le 18 avril 2001 au Syndicat Mixte Kerval Centre Armor, n° SIRET 20004367700018, pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur la commune de Lantic (22), lieu-dit « la Fontaine Trémargat » ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires des 12 mai 2003, 5 mai 2010, 1<sup>er</sup> mars 2011, 16 mai 2018, 30 septembre 2021, 21 décembre 2023, 15 mars 2024 modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2001 ;

**Vu** le dossier du bureau d'étude Ageos Etudes du 11 avril 2012 relatif à la demande d'augmentation de la hauteur de déchets des casiers 4, 5 et 6 ;

**Vu** le protocole de prélèvement et d'échantillonnage du 5 janvier 2024 concernant la caractérisation des déchets au droit du futur casier 7 ;

**Vu** le dossier de porter-à-connaissance, transmis par l'exploitant par courrier électronique le 3 juin 2024, relatif à l'extension de la plate-forme de stockage des déchets verts et de matériaux structurants pour algues vertes ;

**Vu** le dossier de porter-à-connaissance, transmis par l'exploitant par courrier électronique le 25 juillet 2024, relatif à la création du casier 7 de stockage de déchets non dangereux ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection chargée des installations classées du 8 janvier 2025 ;

**Vu** le courrier transmis à l'exploitant le 10 janvier 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté transmise par courriel du 15 janvier 2025 ;

**Considérant** que le syndicat mixte Kerval Centre Armor est autorisé à exploiter par arrêté préfectoral du 18 avril 2001 des installations de compostage et de stockage de déchets non dangereux ;

**Considérant** que la demande formulée par l'exploitant d'augmenter la surface de la plate-forme de stockage des déchets verts et de structurants pour algues vertes s'inscrit dans le cadre de la prise en charge des déchets verts issus de la déchèterie de Plérin et fait suite à l'arrêt de l'activité de compostage sur la plateforme TI-VALO située à Ploufragan ;

**Considérant** que l'exploitant doit disposer sur son site, pour les besoins de traitement des algues vertes, d'un stock permanent de matériaux structurants ;

**Considérant** que l'agrandissement de la plate-forme de stockage des déchets verts et de matériaux structurants pour les algues vertes n'entraîne pas de modifications de la capacité autorisée pour le compostage et ne modifie pas le périmètre géographique des installations ;

**Considérant** que l'exploitant demande, par ailleurs, la construction du casier 7 dans l'objectif d'optimiser les installations de stockage du site, que cette modification n'induit pas de modifications portant sur la nature ou l'origine des déchets stockés ni sur les conditions d'exploitation du site ;

**Considérant** que la construction du nouveau casier implique l'excavation d'un volume de déchets, stockés avant l'année 2000, estimé à 23 000 m<sup>3</sup> et leur transfert en surépaisseur vers les casiers 1, 2 et 3 disposant de barrières de sécurité passive et active ;

**Considérant** que les résultats des tests de lixiviations réalisés sur les déchets présents au droit du futur casier 7 n'ont pas confirmé le caractère inerte de ces déchets, composés de refus de tri ;

**Considérant** que les déchets présents au droit du futur casier 7 sont actuellement stockés sans dispositif spécifique d'étanchéité et que leur transfert vers les casiers 1, 2 et 3 équipés de barrière de sécurité permettra une amélioration de la gestion des lixiviats ;

**Considérant** que ces déchets stockés avant 2000 sont déjà présents dans l'installation et n'ont pas à être décomptés des capacités autorisées par l'autorisation de 2001 puisque déjà présents dans l'installation ;

**Considérant** que le dossier d'autorisation accordée en 2001 mentionne une capacité totale de 256 100 tonnes de déchets à stocker à compter de la mise en œuvre de l'autorisation de 2001 ;

**Considérant** que la capacité actuelle des 6 casiers existants est de 220 000 m<sup>3</sup> et que la création du casier 7 va porter la capacité totale du site à 270 000 m<sup>3</sup> ;



**Considérant** qu'après réalisation des travaux, la capacité du site pour stocker des déchets va augmenter de 13 900 m<sup>3</sup> soit environ 11 815 tonnes, et que cette quantité de déchets nouvellement stockée est inférieure au seuil IED de 25 000 tonnes ;

**Considérant** que la capacité physique totale du site, après réalisation des travaux sera de 293 000 m<sup>3</sup> en prenant en compte les déchets stockés avant 2000 soit environ 250 000 tonnes en prenant en compte une densité de 0,85 ;

**Considérant** que les travaux envisagés vont permettre la réfection des couvertures des casiers 1, 2 et 3 et leur mise en conformité suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé ;

**Considérant** que la construction du casier 7 respectera les dispositions constructives de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé ;

**Considérant** que le projet de modification ne se traduit pas par une extension géographique du périmètre initialement autorisé et n'induit pas de modification des capacités annuelles de stockage de déchets non dangereux ;

**Considérant** que les projets de modifications ne constituent pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement puisqu'elle ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle demande d'évaluation environnementale et qu'elle n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'exploitant a attesté la constitution de garanties financières pour la surveillance du site, les interventions en cas d'accident ou de pollution, la remise en état après exploitation ;

**Considérant** que les modifications proposées permettent d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor :

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> : Objet**

Le syndicat mixte KERVAL CENTRE ARMOR, dont le siège social est situé rue du Boisillon à PLOUFRAGAN (22440), autorisé à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Lantic (22440), au lieu-dit « la Fontaine Trémargat, est autorisé à apporter les modifications décrites dans les dossiers de porter-à-connaissance susvisés, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

## Article 2 : Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté.

Arrêtés préfectoraux antérieurs	Articles concernés	Nature des modifications
Arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2001	Article 2	Rubriques (modifications)
	Article 7.1.1	Casiers achevés - Côte altimétrique finale (complément)
	Article 7.1.2	Hauteur utile des déchets (modification)
	Article 7.1.3	Hauteur utile des déchets (modification) Dispositions constructives du casier 7 (complément)
	Article 7.4	Collecte des lixiviats (complément)
	Article 7.5	Collecte et traitement du biogaz (complément)
	Article 11.1	Couverture des casiers 1,2 3 (modification)
	Article 13	Garanties financières (actualisation)
Arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2003	Article 2	Rubriques (modification)
	Article 10	Gestion des eaux (complément)
APC du 5 mai 2010	Article 1 <sup>er</sup>	Rubriques et quantités annuelles de compostage (modification)
	Article 3	Plateforme de stockage des déchets verts et structurants (modification)
APC du 30 sept. 2021	Article 2	Rubriques IED
APC du 15 mars 2024	Article 2	Rubriques

## Article 3 : Nature des installations

Les rubriques des installations mentionnées dans les arrêtés préfectoraux du 18 avril 2001, 12 mai 2003, 5 mai 2010, 30 septembre 2021 et du 15 mars 2024 sont remplacées par le tableau suivant :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature des installations	Quantité autorisée	Régime
2760-2b	Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720	Installation de stockage de déchets non dangereux	14 000 t/an jusqu'au 14/03/2027 7 000 t/an à partir du 15/03/2027 Durée : 35 ans à compter de la notification de l'arrêté préfectoral du 18/04/2001	A



Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature des installations	Quantité autorisée	Régime
3540-1	Installation de stockage déchets non dangereux	Installation de stockage de déchets non dangereux d'une capacité supérieure à 25 000 t	Capacité totale : 293 000 m <sup>3</sup> soit environ 250 000 t (avec densité de 0,85)	A
2780-3	Compostage d'autres déchets	Compostage de déchets verts, d'algues vertes d'ordures ménagères résiduelles et déchets organiques  Quantité de matières traitées supérieure ou égale à 75 t/j	143 t/j en moyenne annuelle :  -101 t/j pour le compostage de déchets verts et algues vertes  - 42 t/j pour le compostage d'OMR et déchets organiques	A
3532	Valorisation de déchets non dangereux	Compostage de déchets verts, d'algues vertes d'ordures ménagères résiduelles et déchets organiques  Quantité de matières traitées supérieure ou égale à 75 t/j	143 t/j en moyenne annuelle	A

Les installations relèvent également de la rubrique de la nomenclature « loi sur l'eau » suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié	Ouvrage visé	Régime
2.1.5.0	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, La surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	Surface du site de 16,9 ha	D

L'autorisation de l'installation de compostage porte sur les quantités annuelles suivantes :

Ordures ménagères.....14 000 tonnes  
 Bio-déchets.....3 000 tonnes  
 Déchets verts.....15 000 tonnes  
 Algues vertes.....19 500 tonnes

soit 51 500 tonnes au total.

#### Article 4 : Plate-forme de stockage des déchets verts et structurants algues vertes

Au point 8 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 mai 2010, les termes « des aires non couvertes de stockage du compost ou de déchets verts bruts ou broyés, de structurants et sable de 12 200 m<sup>2</sup> au total » sont remplacés par :

- Une plateforme bétonnée de stockage du compost et des algues après séchage d'une surface de 5 800 m<sup>2</sup> ;
- Une plate-forme de stockage des déchets verts et structurants algues vertes d'une surface de 11 120 m<sup>2</sup> en enrobé.

### **Article 5 : Gestion des eaux**

Le 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 10 « gestion des eaux » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mai 2003 est complété par :

Les eaux de ruissellement de la plateforme de compostage et de la plateforme de stockage des déchets verts et structurants sont collectées par un fossé aménagé en partie basse et transitent par un séparateur d'hydrocarbures avant traitement dans les lagunes 1, 2, 3, la lagune de finition puis le filtre à roseau. Avant leur rejet dans le milieu naturel, les eaux circulent dans le canal du débitmètre où s'effectue le prélèvement pour leur analyse.

La lagune 2 bis reçoit les lixiviats issus des casiers d'enfouissement et les eaux issues du séchage des algues vertes. La lagune 2 bis est isolée et aucun effluent issu de cette lagune ne rejoint les autres lagunes. Les effluents de la lagune 2 bis sont pompés et transférés pour traitement externe en station d'épuration.

Chaque lagune est équipée en sortie d'une vanne de fermeture permettant leur isolement.

### **Article 6 : Réouverture et transfert des déchets dans les casiers 1, 2 et 3**

Les casiers 1, 2 et 3 sont rouverts pour permettre le stockage en surépaisseur des anciens déchets non dangereux présents au droit du futur casier 7. Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité du massif des déchets et des structures associées et en particulier de façon à éviter les glissements. L'exploitant en apporte la preuve.

Les matériaux retirés, issus des couvertures actuelles, sont stockés provisoirement sur site pour une réutilisation en couverture finale.

Préalablement au démarrage de l'opération, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le calendrier des travaux.

### **Article 7 : Excavation et transfert des déchets**

Les opérations d'excavation et de manutention des déchets excavés sont réalisées de manière à limiter tout risque d'envols de déchets et d'émissions de poussières. Après excavation, les déchets sont aussitôt transportés au droit des casiers 1, 2 et 3 et sont remodelés, compactés et reprofilés en dôme afin d'obtenir les pentes conformes à la réglementation et de faciliter la gestion des eaux pluviales.

Afin de limiter les nuisances, l'opération de transfert est réalisée de manière rapide et intensive. En aucun cas, les déchets excavés ne peuvent être entreposés sur une plateforme temporaire de stockage.

### **Article 8 : Couverture des casiers 1, 2 et 3**

Les prescriptions de l'article 11.1 « couverture des casiers » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2001 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :



La couverture finale des casiers 1, 2 et 3 est composée du bas vers le haut :

- d'une couche de fermeture des déchets et de propreté (constituée de sable résiduel des algues vertes ou de matériaux terrigènes) d'une épaisseur d'environ 10 cm ;
- d'une couverture minérale en matériaux fins d'une épaisseur de 50 cm ;
- d'une couche d'étanchéité complémentaire constituée d'une géomembrane étanche (coefficient de perméabilité  $k=1.10^{-14}$  m/s) ;
- d'une couche de drainage des eaux de ruissellement réalisée avec un géocomposite de drainage de type structure tridimensionnelle en PEHD avec géotextiles de séparation inférieur et supérieur ;
- d'une couche de confinement de matériaux fins recouvrant le géocomposite de drainage sur une épaisseur de 50 cm ;
- d'une couche de terre végétale d'épaisseur 30 cm ;
- d'un engazonnement adapté.

Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale selon les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2001 (article 11). La flore utilisée est autochtone et non envahissante et permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site.

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale des casiers, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.

#### **Article 9 : Collecte et traitement du biogaz**

Les dispositions de l'article 7.5 « *collecte et traitement du biogaz* » sont complétées par les dispositions suivantes :

Les casiers 1, 2, 3 et 7 sont équipés d'un dispositif de dégazage passif constitué :

- de bandes de géocomposite de drainage d'une largeur de 4 mètres et espacées de 20 mètres. Ces bandes sont positionnées dans le sens de la plus forte pente et sont dirigées vers la fenêtre oxydante située au niveau de la crête sommitale ;
- d'une fenêtre oxydante composée de :
  - un dôme des déchets pour éviter des contre-pentes, avec des déchets à caractère drainant ;
  - une tranchée drainante et un massif drainant de captage en graviers de type 20/40 mm ;
  - une couche de compost de 70 cm d'épaisseur.

#### **Article 10 : Hauteur des casiers**

Le deuxième alinéa de l'article 7.1.2 « *casiers en exploitation* » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2001 est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

La hauteur utile de déchets, au-dessus du terrain naturel, est fixée comme suit pour chaque casier :

N° casier	Hauteur utile de déchets (en mètre)
1	9,50 m
2,3	11 m
4,5,6	10 m
7	9 m

La largeur de front des casiers en exploitation est limitée à 30 mètres.

La phrase de l'article 71.3 de l'arrêté du 18 avril 2021 « *la hauteur utile des casiers en surélévation ne dépassera pas 6 m au-dessus du terrain naturel* » est supprimée.

#### **Article 11: Côte altimétrique finale des casiers**

Les dispositions de l'article 71.1 « *casiers achevés* » de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 avril 2001 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

La côte altimétrique des casiers 1, 2 et 3, après mise en place de la couverture finale, est fixée à 112 mètres NGF. Le point culminant des casiers 4,5, 6 et 7 est fixé à 110,50 mètres NGF.

A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques, évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 de l'arrêté du 15 février 2016 susvisé.

#### **Article 12 : Dispositions constructives du casier 7**

Les prescriptions de l'article 71.3 « *casiers ouverts après le 01/09/99* » de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2001 susvisé sont complétés par les dispositions suivantes :

Le fond du casier 7 est situé à -1,5 mètres du terrain naturel.

La barrière de sécurité passive du casier 7 est composée comme suit du bas vers le haut :

- une couche de perméabilité égale à  $1.10^{-6}$  m/s sur 5 mètres d'épaisseur ;
- une couche de perméabilité égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur 1 mètre d'épaisseur ;
- des flancs avec une couche de perméabilité égale à  $1.10^{-9}$  m/s avec une épaisseur de 0,5 mètre minimum jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond.

La barrière de sécurité passive des flancs du casier 7 est complétée par un géosynthétique benthonitique.

La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'exploitant doit disposer de l'étude de stabilité du casier 7 et la tenir à disposition de l'inspection des installations.

La barrière de sécurité active est constituée comme suit, de bas vers le haut :



- un géosynthétique benthotinique (GSB) de 5kg/m<sup>2</sup> sur les flancs ;
- un géotextile anti-poinçonnant inférieur de 300 g/m<sup>2</sup> en fond de casier ;
- une géomembrane PEHD de 2 mm d'épaisseur sur toute la surface ;
- un géocomposite de drainage supérieur sur les flancs ;
- un géotextile anti-poïçonnant supérieur de 700 g/m<sup>2</sup> en fond de casier.

La couverture finale du casier 7 est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016. Elle est composée comme suit du bas vers le haut :

- d'une couche de forme de fermeture des déchets et de propreté (constituée de sable résiduel algues vertes ou de matériaux terrigènes) d'une épaisseur de l'ordre de 30 cm ;
- d'une couche de drainage et de collecte du biogaz (en bandes de géocomposite de drainage) ;
- d'une couche d'étanchéité composée d'une couverture minérale en matériaux fins et argileux d'une perméabilité inférieure à  $1.10^{-7}$  m/s ;
- d'une couche de drainage des eaux de ruissellement réalisée avec un géocomposite de drainage de type structure tridimensionnelle en PEHD avec géotextiles de séparation inférieur et supérieur ;
- d'une couche de confinement de matériaux fins recouvrant le géocomposite de drainage sur une épaisseur de 70 cm ;
- d'une couche de terre végétale d'épaisseur 30 cm ;
- d'un engazonnement adapté.

### **Article 13 : Contrôles préalables de la barrière passive**

L'exploitant doit se conformer aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016, concernant les contrôles préalables à la mise en service du casier 7.

### **Article 14 : Gestion des lixiviats**

Les dispositions de l'article 7.4 « *collecte des lixiviats* » de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2001 susvisé sont complétés par les dispositions suivantes :

Le drainage et la collecte des lixiviats du casier 7 sont assurées par :

- un réseau de drain en PEHD de diamètre nominal 200 mm posés en fond de casier ;
- un puits de lixiviats en PEHD de diamètre nominal 630 mm ;
- un collecteur en tuyau plein en PEHD de diamètre 200 mm ;
- une couche de graviers drainant de 50 cm d'épaisseur roulés ou concassés, non calcaires, d'une granulométrie 20/40 mm, de perméabilité supérieure à  $1.10^{-4}$  m/s ;
- d'un poste de relevage permettant de refouler les lixiviats vers les lagunes.

Un drainage souterrain, placé au-dessous de la barrière de sécurité de 1 mètre du casier 7, est constitué de :

- un réseau de tranchées drainantes espacées de 20 m (tranchée + drain + graviers) ;
- un collecteur en tuyau plein ;
- une couche de graviers drainants de 50 cm d'épaisseur roulés ou concassés, non calcaires, d'une granulométrie 20/40 mm, de perméabilité supérieur à  $1.10^{-4}$  m/s ;
- un poste de relevage permettant de refouler les eaux vers les fossés environnants.

Afin de limiter les entrées d'eaux pluviales au sein du massif de déchets et les éventuelles émissions gazeuses, la superficie de la zone en cours d'exploitation est inférieure ou égale

à 7 000 m<sup>2</sup>. Le casier est divisé en sous-casiers par une séparation hydraulique (sous la forme d'une diguette) permettant de séparer les eaux souillées (lixiviats) et les eaux de ruissellement propres.

#### **Article 15 : Garanties financières**

Les dispositions de l'article 13 « *garanties financières* » de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2001 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le montant des garanties est constitué pour couvrir, en cas de défaillance de l'exploitant, les dépenses liées à la remise en état du site après exploitation, les interventions en cas d'accident ou de pollution, la surveillance du site.

Les garanties financières sont établies pour la durée de l'exploitation de 35 ans et pour la période de post exploitation d'au moins 30 ans, les durées étant à compter de la notification de l'arrêté préfectoral du 18/04/2001.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 932 044,30 € TTC (neuf cent trente-deux mille quarante-quatre euros et trente centimes).

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

#### **Article 16 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de LANTIC et peut y être consultée ;

2° Une copie de l'arrêté est affichée à la mairie de LANTIC pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Côtes-d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 17 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit le Tribunal Administratif de Rennes (Hôtel de Bizien – 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES Cedex) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette



dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor- 1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;
- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

En application de l'article R.181-51 du code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

### **Article 18: Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée au syndicat mixte KERVAL CENTRE ARMOR et transmise au maire de LANTIC.

Saint-Brieuc, le **22 JAN. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire général



Georges SALAÜN